

Smith du Conseil économique n'a cessé de signaler instamment au gouvernement la nécessité de mettre en marche un mécanisme pour créer une demande réelle, conseil dont le gouvernement n'a jamais tenu compte. Le gouvernement semble croire qu'il stimulera l'économie en accordant des subventions à des sociétés dont les deux tiers sont sous contrôle américain. Ce qu'il nous faut vraiment, c'est fournir aux économiquement faibles du Canada l'argent qui leur permettra d'acheter des biens. Quand ils seront en mesure de le faire, l'industrie augmentera sa production pour faire face à la demande réelle des Canadiens.

**Des voix:** Bravo!

**M. Douglas:** Nous avons réclamé un contrôle canadien plus important de l'économie, estimant que faute d'un tel contrôle des décisions économiques qui influent sur le bien-être du peuple canadien, il nous sera impossible de planifier notre économie comme il le faudrait. Nous avons dit qu'en cas d'inflation, nous pourrions établir des mécanismes qui épargneraient les Canadiens à revenu fixe. Naturellement, le ministre des Finances répète à qui mieux mieux «Où trouverons-nous l'argent?» Là encore, monsieur l'Orateur, le Conseil économique a dit que le pays, vu le marasme économique, ne se prévaut pas d'une production possible de 5 milliards par an. M. Smith a dit qu'en gros nous perdions 100 millions de production hebdomadaire à cause des politiques gouvernementales.

Pour terminer, monsieur l'Orateur, je voudrais dire que certains d'entre nous ont déjà passé sous ces fourches caudines. Au cours des années 30, nous avons beaucoup de chômage, des possibilités de production inutilisées, une économie stagnante et une population dans la misère. A l'époque, nous avons entendu la même rengaine du gouvernement, un gouvernement libéral. Il alléguait la pénurie d'argent. Nous ne pouvions intervenir au moyen du secteur public. Il appartenait aux sociétés de créer des emplois. Nous soutenions qu'en cas de guerre, il nous faudrait non seulement trouver les fonds nécessaires pour stimuler l'économie, mais également établir les plans directeurs de cette économie. Cela est arrivé et bon nombre de Canadiens l'oublie. Il faudrait qu'ils s'en souviennent.

Ils devraient se rappeler qu'une fois le Canada en guerre, son économie qui marquait le pas a retrouvé son énergie. Non seulement avons-nous mobilisé un million d'hommes et de femmes que nous avons nourris, vêtus et armés, mais nous avons produit des marchandises que nous n'avions jamais fabriquées auparavant. Nous avons développé notre économie et construit et équipé la troisième flotte marchande du monde. Non seulement avons-nous nourri, vêtu et abrité notre peuple, mais nous avons aussi nourri et équipé nos alliés. Pour éviter le mercantilisme et l'inflation, nous avons imposé le contrôle des prix. Nous avons accompli tout cela sans emprunter un seul dollar à l'étranger. Nous l'avons réalisé par les efforts, le travail et le labeur des Canadiens, parce que nous avons planifié notre économie.

Le parti néo-démocrate soutient que, si le gouvernement a pu planifier l'économie en temps de guerre, alors qu'une grande partie de notre production n'était pas destinée aux biens de consommation, il serait beaucoup plus facile aujourd'hui de la planifier dans une guerre contre la pauvreté et le chômage, afin d'offrir à notre population des emplois et un standard de vie élevé. Notre pays, monsieur l'Orateur, a d'immenses possibilités. Le Canada ressemble à un géant aveuglé, pieds et poings liés. Ce qu'il lui faut maintenant est une direction. Cette direction a fait défaut, et le gouvernement doit en être tenu responsable.

**L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition):** Monsieur l'Orateur, nous sommes appelés, une fois de plus, à consacrer une partie de la présente session, à discuter des politiques économiques et sociales du gouvernement. Le moment est bien choisi, en ce sens que nous venons juste de prendre connaissance des statistiques concernant des domaines auxquels le gouvernement prétend s'intéresser et que le ministre des Finances (M. Benson) et ses collaborateurs sont censément en train d'élaborer le prochain budget.

Nous avons pris hier connaissance des chiffres publiés par le Bureau fédéral de la statistique sur la situation du chômage en février. Ces chiffres viennent d'être commentés par le chef du Nouveau parti démocratique. On constate que si, l'an dernier, le chômage avait atteint le taux déjà inacceptable de 6.5 p. 100, nous en sommes aujourd'hui à 8.1 p. 100. Dans cette masse de chômeurs, victimes des politiques délibérées de ce gouvernement, on trouve ce groupe de citoyens que vise plus particulièrement la motion aujourd'hui à l'étude, j'ai nommé les jeunes du Canada.

Que le chômage parmi les moins de 25 ans continue de dépasser 13 p. 100 est un bien triste état de choses, et que cela se produise au moment où les étudiants sont sur le point d'envahir le marché en quête d'un emploi d'été est pour le moins une tragédie. L'opposition est maintes fois revenue à la charge, essayant de persuader le gouvernement de s'attaquer énergiquement aux problèmes de ces deux éléments de la jeunesse, les étudiants et les travailleurs réguliers. Les étudiants ont finalement été mis au courant des projets du gouvernement à leur égard, dont certains aspects ont du mérite. Je dois cependant protester contre le long délai que le gouvernement s'est accordé avant de faire cette annonce. Même aujourd'hui, nous ne disposons d'aucun détail, d'aucune instruction ni d'aucun principe directeur quant aux principaux éléments des propositions du gouvernement en matière d'emplois pour les étudiants et quant à son programme «Perspectives-Jeunesse».

● (12.30 p.m.)

La plupart des programmes annoncés ne font que reprendre les mesures prises au cours des années précédentes. Nulle personne censée ne peut comprendre pourquoi le gouvernement a mis si longtemps pour tirer une photocopie des programmes de l'année dernière. Ce retard aura pour conséquence inévitable de réduire la